



La Coopération des idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

Directeur : G. DEHERME



SOMMAIRE :

- | | |
|-----------------------------|---|
| G. DEHERME | <i>Du Pouvoir spirituel.</i> |
| GEORGES GUY-GRAND | <i>Du Pouvoir spirituel et de M. Georges Deherme.</i> |
| ÉLIE FOURÈS | <i>Quelques Notes sur Pierre Laffitte.</i> |
| PAR TOUS | <i>Revue des Opinions, des Faits et des Idées.</i> |
| EDMOND THIAUDIÈRE | } <i>Les Livres qui font penser.</i> |
| G. DEHERME | |

Le Numéro : 0 fr. 25

PARIS

BERNARD GRASSET, ÉDITEUR

7, rue Corneille, 7

L A

Coopération des Idées

Revue bi-mensuelle d'Education Sociale

ABONNEMENT : un an, France : 4 francs ; Etranger : 6 francs

*Adresser toutes les communications concernant
la Rédaction et l'Administration à*

M. DEHERME, Directeur, à LA SEYNE (Var)

A NOS ABONNÉS

— — —

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur abonnement est **terminé** sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de **refuser** au facteur le numéro qui suivra l'avertissement.

L'UNION COOPÉRATIVE

est un journal bi-mensuel, édité par le Comité central de l'*Union Coopérative* des Sociétés françaises de Consommation. Il contient des articles, des études, des monographies, des renseignements, etc., sur la Coopération en France et à l'Etranger. — L'**Union Coopérative** doit être lue par tous ceux qui s'intéressent à la Coopération.

Prix du numéro, 0 fr. 20 ; de l'abonnement annuel, 4 fr.

Etranger, 6 fr.

Les abonnements sont reçus : 1, Rue Christine. — PARIS

LE COURRIER DE LA PRESSE

Tél. 101-50

21, Boulevard Montmartre, — PARIS

Tél. 101-50

Directeur : A. GALLOIS

RÉPERTOIRE PARLEMENTAIRE

Relevé des Votes des Députés et Sénateurs et Nomenclature de leurs Travaux
D'après le Journal Officiel de la République française

Le Courrier de la Presse lit 6.000 journaux par jour



La Coopération des idées

DU POUVOIR SPIRITUEL (1)

On peut revenir sur cette question. Sa solution est « la première condition d'une régénération mentale et morale, non moins indispensable à l'ordre qu'au progrès. » Et cela est d'autre importance que la représentation proportionnelle. A toutes les sauces arithmétiques, le parlementarisme sera le parlementarisme, c'est-à-dire une « maladie » politique, « anti-française », une absurdité.

Mais aujourd'hui les cerveaux sont plus à l'aise dans la sottise, surtout si elle prend un air de réforme savante, que dans le simple bon sens. Ils peuvent suivre les calculs compliqués et vains de MM. P.-G. La Chesnais et Charles Benoist; mais ils n'entendent rien au pouvoir spirituel.

Voici l'article que M. Georges Guy-Grand a consacré à notre enquête dans les Annales de la jeunesse laïque. L'auteur est attentif au mouvement des idées. Il en traite habituellement avec intelligence. A propos des récents ouvrages de MM. D. Parodi, Charles

(1) Se reporter à notre enquête « sur le rétablissement du pouvoir spirituel » Nos 35, 37, 38, 39, 40, 41 (du 1^{er} juin au 16 septembre 1909).

Mais pour discuter utilement une question sociale, il importe de reconnaître quelques principes positifs. Dans l'article qui suit, il n'y a que les négations qui se coordonnent. J'y répondrai néanmoins, dans notre prochain numéro, pour préciser encore.

G. DEHERME.

Du Pouvoir spirituel et de M. Georges Deherme

Il est aisé de constater l'« anarchie » présente. Qu'il s'agisse des appétits, des intérêts, des sentiments, des doctrines, on trouve partout la lutte. Et comme presque toujours la musique des mots ne fait que voiler d'après conflits d'intérêts, peu à peu, chez les naïfs citoyens qui s'en rendent compte, apparaissent l'indignation, la révolte, finalement l'indifférence ou le dégoût. Les individus et les collectivités énergiques affirment leur vitalité en soubresauts chaotiques, durement réprimés par le pouvoir; les affaiblis et les lassés de vivre se replient dans leur scepticisme. Et l'abîme se creuse entre l'idéal entrevu par la raison généreuse et les « réalisations » parfois étranges du présent.

Comment sortir de cette anarchie ? Il est une première solution — la plus facile — qui s'offre tout de suite à l'esprit. Elle consiste, pour réaliser l'unité morale, à insuffler au corps social, par les organes du pouvoir, un système de croyances, et à comprimer par la force toutes les actions et opinions hétérodoxes, c'est-à-dire contraires à ce système de croyan-

Maurras, Georges Sorel et de ma Démocratie vivante, il a écrit une étude sérieuse sur « le procès de la démocratie », en cours de publication dans la Revue de métaphysique et de morale. Or, il est évident que M. Georges Guy-Grand n'a qu'une idée incomplète, fautive en partie, du pouvoir spirituel. Ne fut-on pas assez clair ici même ? Il se peut. On visa seulement à faire réfléchir une élite sur la question capitale de notre temps, en conseillant la lecture de la Politique positive. M. Guy-Grand est muni d'une forte culture universitaire, il a lu Auguste Comte, m'a-t-il assuré, il a médité. Les renseignements ne lui ont donc pas manqué. Et pourtant, le positivisme, qui embrasse toute l'Humanité dans son admirable synthèse, ne saurait être repoussé par qui l'entend bien. Les catholiques croyants seuls le connaîtront sans y adhérer. Ils ont mieux. Mais ils s'en inspireront dans la pratique sociale, et ils ne lui refuseront pas leur sympathie.

Une telle incompréhension ne s'explique donc que par un goût morbide, incoercible, pour la divagation. Que M. Guy-Grand me pardonne ! Je n'y mets aucune aigreur de polémique. Son cas est courant. N'étant plus contenus par aucune discipline, les cœurs et les esprits ont pris cette habitude vicieuse de ne se fixer à rien. Comme les fumeurs d'opium, ils prennent leurs bavardages et leurs rêveries pour de l'action, de la pensée et de l'amour.

Parce qu'il cherche avec passion, M. Guy-Grand peut se reprendre. Proudhon conduit aussi à Comte. Dans l'œuvre touffue de l'an-archiste, on rencontre de vives lumières. Son cœur, on le sait, allait plus droit que son esprit. Et c'est toujours moins de l'esprit d'un maître que de son cœur qu'un vrai disciple s'inspire.

ces que le pouvoir a de bonnes raisons pour identifier avec le vouloir national. C'est la méthode des gouvernements dits d'autorité, et il n'est pas besoin de remonter bien haut dans l'histoire de tous les peuples — le nôtre y compris — pour en trouver des exemples. Elle est parfois nécessaire dans les cas — mais dans les cas seulement — où la conscience collective d'une société est gravement atteinte dans un de ses principes vitaux, et quoi qu'on dise elle n'est pas toujours complètement inefficace. Elle peut réussir à contenir certains mouvements d'opinion au moins pour un temps, et c'est tout ce que désirent les politiques qui passent. Mais elle a cet inconvénient d'être de plus en plus arbitraire, — car elle peut commettre des erreurs dans la détermination de ces principes vitaux qu'elle défend, et par conséquent elle est de moins en moins en harmonie avec les mœurs démocratiques, avec les doctrines propagées par ceux-là mêmes qui, pour arriver au pouvoir, tirent les conséquences les plus extrêmes de la démocratie — et, pour cynique ou blasé que soit un homme politique, il se défend toujours de laisser après lui une trop forte réputation d'illogisme. D'ailleurs, la répression légale n'a d'effet sérieux que si elle est approuvée et soutenue par l'opinion, et si l'opinion est anarchique, le pouvoir essaiera vainement de rétablir l'unité spirituelle. Comment donc agir sur l'opinion ?

On ne le peut que par les institutions. Là-dessus, tout le monde peut être facilement d'accord. Les individus isolés, à moins d'être de puissantes individualités, sont sans influence s'ils ne s'agrègent pas à des organismes collectifs plus ou moins compréhensifs. Mais ces organismes eux-mêmes peuvent géné-

raliser et fortifier le mal s'ils ne sont pas réglés, s'ils ne reçoivent pas une inspiration commune. En fait, des associations, des journaux, des sociétés particulières sont au service de tous les intérêts et de toutes les opinions. Et l'anarchie s'en trouve constituée à l'état permanent. Comment discipliner les institutions ?

Ici encore, on songe d'abord à la contrainte. On rêve d'une autorité forte, suffisamment armée pour imposer, sur les points vitaux, la même direction aux forces naturellement divergentes d'un pays. Cette toute puissance politique est l'idéal d'une monarchie absolue, comme d'une dictature impériale ou jacobine : elle a été à diverses périodes partiellement réalisée au cours de l'histoire. S'appuyant sur une police, un clergé, une magistrature, une université, bref un corps de fonctionnaires hiérarchisé comme une armée, étroitement dépendant du pouvoir central et soumis jusque dans les moindres détails à une inquisition continuelle, un gouvernement peut espérer instituer dans un pays un conformisme strict, confessionnel ou politique. L'unité morale est obtenue grâce au bûcher, aux galères, à la guillotine, à la prison ou à la famine.

Mais cette méthode semble s'user. Ou plutôt ceux qui l'emploient semblent avoir honte d'elle, et ne pas vouloir la reconnaître à l'état pur. Ils jettent sur sa nudité le voile de belles considérations idéologiques, politiques et morales, afin de désarmer les esprits et d'attendrir les cœurs de ceux qui seraient quelque peu choqués par l'étalage cru de la force. Il se trouve que toute contrainte n'est solidement fondée que si elle repose sur l'adhésion, et l'on s'efforce dès lors de convaincre et de séduire. La force véritable est la force morale.

Seulement, une alternative se pose. Ou bien c'est le pouvoir lui-même, le gouvernement, qui va organiser dans son intérêt cette œuvre de propagande morale. Et il le fera par ses propres moyens, par la force de ses institutions et de ses sanctions. Nous retombons alors dans le cas précédent. Telle est, il faut bien le dire, la méthode de tous les politiciens vraiment réalistes, qui ne se piquent pas de dilettantisme. Telle est la méthode de l'antiquité, des rois de France, de Maximilien Robespierre, de Napoléon le grand ou de Napoléon le petit, du tzar de toutes les Russies, et de M. Émile Combes ou de M. Georges Clemenceau. Elle s'appelle proprement le jacobinisme. Elle est la moins naïve, la plus efficace, la plus ancienne et la plus moderne de toutes les méthodes de gouvernement.

Ou bien — qu'on excuse l'invraisemblance de l'hypothèse! — le gouvernement aura quelque pudeur de l'employer, ou plus vraisemblablement les progrès du désir de liberté ne lui permettront plus de le faire. Il faudra alors une autre force, une autre institution qui dirigera l'opinion, dans le sens conforme aux intérêts du pouvoir. Ce que nous avons appelé le pouvoir va se diviser : il y aura le pouvoir spirituel et le pouvoir matériel, le pouvoir éternel et le pouvoir temporel, le pouvoir théorique et le pouvoir pratique. C'est la méthode de l'Église catholique, d'Auguste Comte et de son fidèle disciple, M. G. Deherme.

Quand je dis l'Église catholique, il faut préciser. Il faut dire : c'est la méthode de l'Église catholique depuis qu'elle est devenue sage, c'est-à-dire depuis qu'elle a perdu tout espoir de mettre la main sur le pouvoir temporel. Il fut un temps dans notre his-

toire où le bras ecclésiastique et le bras séculier — pour parler le langage d'alors — faisaient ensemble fort bon ménage, parce que celui-ci n'était que le fidèle exécuteur des décisions de celui-là et que le cerveau qui commandait était lui-même ecclésiastique. Le bras séculier depuis s'est montré moins soumis; il a voulu avoir un cerveau pour lui tout seul; il a même parfois voulu que ce cerveau fût seul juge de ce qu'il fallait faire exécuter au bras. Et c'est seulement lorsqu'elle fut bien persuadée que le divorce entre les deux organes était irrémédiable que l'Église se souvint qu'il y a, dans l'Évangile, un fort beau passage où il est dit : « Rendons à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu. » Bénissons cette heureuse aventure, comme dit Polyeucte, puisqu'elle a eu pour conséquence de ramener l'Église à la prudence et au respect de ses livres sacrés...

Auguste Comte n'a pas eu de ces faiblesses, peut-être pour cette raison que le positivisme n'a pas encore eu l'occasion d'entrer en conflit avec le pouvoir temporel. La religion positiviste, hélas! n'en est pas encore là. Sa solution reste donc toute spéculative. Elle n'en est pas moins intéressante, et elle a cette bonne fortune d'être proposée de nouveau par M. G. Deherme, dans le numéro du 16 septembre de *la Coopération des Idées*.

*
*
*

M. Deherme, avons-nous dit, avait ouvert une enquête « sur le rétablissement du pouvoir spirituel », et les réponses qu'il a reçues forment le plus beau témoignage de cette anarchie des opinions qu'il se propose de combattre. M. Deherme morigène donc

d'abord ses correspondants, puis il commente pour les « accorder » la doctrine du « Maître des Maîtres », Auguste Comte.

Le problème, on s'en souvient, consiste à discipliner l'opinion publique. Pour cette fonction il faut un organe. M. H.-L. Follin avait émis la pensée qu'un tel organe n'est peut-être pas indispensable. « Sans doute, répond dédaigneusement M. Deherme, il espère qu'un jour le travail s'exécutera sans travailleurs ». La réponse est équivoque. Le travail de direction de l'opinion exige évidemment des travailleurs, mais la question est de savoir si ces travailleurs seront dispersés dans un atomisme incohérent ou s'ils seront groupés dans une institution. A l'encontre des individualistes classiques, M. Deherme est partisan de cette dernière solution. Mais nous ne sommes pas beaucoup plus avancés. En quoi consistera cet organe ? Nous avons, à l'heure actuelle, des institutions qui groupent les travailleurs théoriques. Ce sont — M. Arréat l'a fait remarquer — les Académies. Mais nous ne voyons pas quelle direction unique peut émaner des Académies, dont les membres professent en principe toutes les opinions ; et cette direction existât-elle, il resterait à savoir si elle serait acceptée par l'opinion du pays. Elle aurait chance de l'être si elle pouvait s'appuyer, comme jadis la doctrine de l'Église, sur le pouvoir temporel ; mais Auguste Comte repousse avec énergie cette hypothèse. Livrés à eux-mêmes, comment des corps constitués, dont les membres ne s'entendent pas entre eux, pourraient-ils agir sur l'opinion ?

Il y a bien d'autres organes qui réalisent, eux, l'unité de vues, et qui peuvent la propager avec quelque efficacité. Ce sont les journaux et les partis.

Mais d'abord cette unité de vues, dans tous les partis, est loin d'être absolue; et il se trouve qu'à l'heure actuelle, par leur diversité, leur vénalité, leur amour excessif des intérêts matériels, les journaux et les partis sont précisément les propagateurs de l'anarchie. Néanmoins, il y a là une indication. C'est dans cette direction que M. Deherme voit le devoir présent. Peut-être y aurait-il plus tard, conformément à l'idéal positiviste, un corps de philosophes, un sacerdoce spirituel réglant les mœurs publiques; mais cela est pour bien loin. Pour le moment il y a, suivant M. Deherme, deux entreprises urgentes: « La fondation d'un Palais du peuple et celle d'un grand journal quotidien. Ceci pour avertir l'opinion publique des mensonges par lesquels on la divise, on l'égare, on l'exploite. Cela pour arracher le prolétariat aux suggestions abrutissantes et dangereuses des démagogues. » On sait que *le Sillon* va également fonder un « journal quotidien de la Démocratie » pour avertir l'opinion publique et arracher le prolétariat, etc. *L'Action française* en a fait autant. *La Révolution* en a fait autant, pendant quelques jours, et elle recommencerait si elle retrouvait un capitaliste désireux d'encourager la révolution sociale. Et tous les journaux et tous les partis se fondent pour avertir l'opinion publique et arracher le prolétariat aux suggestions abrutissantes et dangereuses des démagogues. Seulement les démagogues ne sont jamais les mêmes et, comme le dit M. Henri Mazel, on est toujours l'anarchiste de quelqu'un. Quand M. Deherme aura fondé son Palais du peuple et son journal — et je souhaite de grand cœur qu'il réussisse — il y aura une chapelle de plus et un journal de plus — c'est-à-dire un peu plus de diversité, de divi-

sion, d'anarchie. Où sera l'unique pouvoir spirituel ?

Il faut noter cependant, à l'actif du positivisme, une originalité qui n'est pas médiocre. Le journal de M. Deherme se proposerait uniquement d'éclairer le peuple, et non d'enrichir des spéculateurs. Le pouvoir spirituel, tel que l'entend Comte, est essentiellement désintéressé ; il doit rester étranger à toute puissance matérielle, à toute richesse ; il ne doit que conseiller, persuader, et non commander. M. Marc Sangnier est certes un homme « honorable », mais qui s'abuse. Il « veut régénérer intellectuellement et moralement la démocratie et en même temps lui commander, être député. Il lui faut choisir. Sinon il ne fera que participer au désordre ». Et M. Deherme met le directeur du *Sillon* dans le même sac que la franc-maçonnerie. Voilà une discipline surhumaine, qui n'est pas susceptible d'amener beaucoup d'adeptes à la politique positiviste, mais qui ne lui amènera que des recrues de choix, une véritable élite. Entre nous, elle fera joliment l'affaire du « temporel », qui, sûr de n'être pas troublé dans ses jouissances et dans ses biens, donnera au « spirituel » autant d'eau bénite qu'il en voudra. Mais que cela ne nous fasse pas nier le fonds de vérité psychologique et historique de la doctrine. C'est par la pratique de la pauvreté, du dévouement, du sacrifice que les premiers chrétiens ont conquis le monde ; c'est la pauvreté et le sacrifice qui ont fait les succès des premiers socialistes et des premiers syndicalistes. M. Deherme est assurément d'un désintéressement parfait, mais je ne vois pas que les sacrifices positivistes aient jusqu'à présent fait beaucoup parler d'eux.

D'ailleurs, le désintéressement n'est pas suffisant. *L'Humanité* est certainement un journal propre, en

ce sens qu'il est le seul qui ne soit pas inféodé à la haute finance. M. Deherme cependant — et il n'aurait pas tort — y trouverait des « démagogues ». Et c'est lui qui écrit : « Il y a des fous et des criminels désintéressés. Ils n'en sont pas moins fous, et ils n'en sont, parfois, que plus criminels. » Nous sommes donc toujours ramenés à la question : entre tant d'opinions désintéressées, comment discerner la véritable et unique opinion organisatrice, digne d'être enseignée par le pouvoir spirituel ?

Pour M. Deherme, c'est très simple. La vérité sociale est trouvée, il n'y a plus à la chercher : c'est le positivisme. Il n'y a, pour le nier, que deux sortes d'esprits, inégalement dangereux : les théologiens et les métaphysiciens. Avec un théologien, un positiviste peut encore s'entendre, à condition que ce théologien soit catholique. Positivistes et catholiques pourraient, devraient se partager les esprits, et ce doit être un des étonnements douloureux de M. Deherme, comme c'en fut un de Comte, de voir que les catholiques autorisés ne répondent pas mieux qu'ils ne font à l'appel de leurs alliés — j'ai essayé ailleurs de dire pourquoi. Mais les métaphysiciens — comme M. Lucien Arréat et votre serviteur probablement — les métaphysiciens, ainsi nommés parce qu'ils ne reconnaissent pas comme un dogme la métaphysique positiviste, sont la peste de toute société. Avec eux, rien à faire. Songez donc ! ils se permettent de mettre en doute « les enseignements d'Auguste Comte et la loi des trois états » ! Ils vont jusqu'à croire que nous sommes toujours dans la « période critique », alors que « l'esprit positif est définitif ». *Définitif*, vous entendez bien. Voilà qui clôt tout, qui guérit radicalement la « maladie occidentale » en assurant la sé-

curité de l'esprit. C'est là un nouveau dogmatisme, qui serait l'expression d'un nouveau cléricanisme; ni Comte ni M. Deherme ne se le dissimulent et ils acceptent très courageusement les deux mots et les deux choses, car « le dogmatisme est l'état normal de l'intelligence humaine ».

Qu'on ne croie pas d'ailleurs, continue M. Deherme, que la liberté de penser serait étouffée; « elle reste entière, puisque les dogmes ne sont que proposés ». Mais tout de suite arrivent des restrictions inquiétantes. Par exemple, il ne serait pas permis de déraisonner, car « déraisonner n'est pas librement penser, puisque ce n'est pas penser ». Fort bien, mais qu'est-ce que déraisonner? On songe ici aux paroles de M. Deherme lui-même: « Il est facile de traiter d'insanes et de déments ceux qui ne sont pas de notre avis: il l'est moins de leur démontrer qu'il le sont. » Pour faire cette démonstration, vraisemblablement, il suffira de prendre comme pierre de touche la nouvelle révélation. Tant qu'on pensera en harmonie avec le positivisme, on raisonnera; quand on s'en écartera, on déraisonnera. C'est très facile. Ainsi le veut — je m'excuse de ne pas bien saisir le rapport — « le principe fondamental du dogme positif », à savoir: « L'assujettissement de tous les phénomènes quelconques à des relations invariables. »

De même, dans l'ordre des mœurs, serait interdite toute action qui porterait atteinte à la « socialité ». Ainsi le vol, l'assassinat, l'amour libre. Ici vous dressez la tête, pour interroger, vous êtes peut-être choqué de voir l'« amour libre » mis sur le même pied que l'assassinat; mais M. Deherme, explique: « ce qu'on nomme « l'amour libre » n'est

ni de l'amour humain ni de la liberté. Il convient mieux à des sauvages, etc. » Et voilà ! j'ai pour l'amour libre la même défiance que M. Deherme, mais pour des raisons toutes contraires. Je ne crois guère à son avenir, non parce qu'il convient à des sauvages, mais parce qu'il suppose des créatures trop parfaites et que les femmes risqueraient trop d'être dupes. Je ne vois pas en général — et je l'ai dit souvent — l'utilité et la beauté de vivre en marge des lois, sauf dans quelques cas très exceptionnels. Si pourtant des êtres d'élite voulaient tenter l'aventure (1) ? Le pouvoir spirituel ne le permettrait pas. Il n'autoriserait même pas le féminisme, et ainsi se trouverait condamné ce terrible révolutionnaire qu'est M. Émile Faguet. M. Deherme pense qu'il faudra « des siècles et des siècles » pour que ce pouvoir spirituel puisse s'établir. Heureusement !...

Mais on pressent l'objection. Le pouvoir spirituel, disent les positivistes, permettra ceci, empêchera cela. Comment le pourrait-il, puisque par définition il ne commande pas, puisqu'il ne dispose pas de la contrainte, de la force matérielle ? — Il disciplinera, nous répond-on, par la persuasion, par l'amour. — Mais si on est assez mauvaise tête pour ne pas se laisser persuader ? L'Église d'autrefois avait une réponse toute prête : le recours au bras séculier ; mais le positivisme s'interdit cette réponse. Alors, on ne voit plus. Le pouvoir spirituel s'efforcera sans doute encore de persuader le pouvoir temporel, bien qu'il lui

(1) Il faut dire d'ailleurs, que, par « amour libre », je n'entends pas les passades éphémères qui sont la simple manifestation de l'instinct, mais seulement l'amour normal, vrai et durable qui se passe des lois. Voilà l'inconvénient de raisonner sur des mots équivoques ; on leur fait dire tout ce qu'on veut, et on ne s'entend pas.

manque une sanction morale aussi efficace que fut l'excommunication. Mais de deux choses l'une : ou il réussira dans sa propagande, et c'est en réalité le pouvoir temporel qui prendra la direction, parce qu'elle sera conforme à ses intérêts, et nous retombons dans le jacobinisme ; ou le pouvoir temporel se souciera comme d'une pomme des suggestions du spirituel et au besoin lui imposera silence ; il agira à sa guise, et ce sera encore du jacobinisme. Dans les deux cas, on n'arrive pas à concevoir ce que peut être un « pouvoir » si radicalement dépourvu de sanctions. « Le pouvoir spirituel, dit M. Deherme, doit être spirituel sans cesser d'être un pouvoir. C'est ce que peu de nos correspondants ont vu. » Je l'avoue à ma honte : même après les explications d'Auguste Comte et de son disciple, je ne le vois pas davantage.

Au fond, tout ce système est impraticable, parce qu'il repose sur une nouvelle scolastique. Il suppose la distinction absolue du théorique et du pratique, du spirituel et du temporel, comme il suppose dans l'âme la distinction absolue de trois facultés : la force ou la volonté, l'intelligence et l'affectivité. — La force, le vouloir est l'attribut du seul pouvoir temporel et le pouvoir spirituel est encore subdivisé en deux organes : les philosophes, qui règlent au nom de la raison la vie publique, et les femmes qui gouvernent la vie privée au nom du cœur. Chacun de ces éléments doit bien se garder d'empiéter sur les attributions de l'autre, car ce serait la confusion et le gâchis. Ainsi le pouvoir temporel ne connaît que le présent ; il est « sans aucune autorité envers le passé qu'il connaît trop peu, ni sur l'avenir qu'il ne saurait comprendre. » La connaissance du passé, la prévi-

sion de l'avenir sont le monopole du sacerdoce, qui représente la continuité. — De même le pouvoir temporel, étant toujours spécial, ne saurait avoir une idée générale, et les philosophes ne sauraient d'aucune façon être des praticiens. Ainsi le veulent la division du travail et la division des fonctions.

Qu'un grand esprit, à la fin du dix-neuvième siècle, ait soutenu sérieusement de pareilles rêveries ; qu'il ait cru possible d'établir, à la mode de Cousin et de Platon, des cloisons étanches dans l'âme et dans la société, c'est un de ces faits qui ne laissent pas d'attirer l'étonnement, et qui ne sont pas précisément propres à fortifier le « dogmatisme »...

*
* *

Alors faut-il conclure, comme nous en menace M. Deherme, à « la fatalité de l'anarchie » ?

A parler net, je crois bien que oui. Si le pouvoir spirituel est « ce qui dirige en dehors du pouvoir temporel », et si l'anarchie est « tout ce qui n'est pas réglé, coordonné, discipliné, appliqué à une fin sociale par un de ces deux pouvoirs », il faut faire son deuil de la possibilité de rétablir le pouvoir spirituel et se résigner à l'anarchie. Il y a autant de pouvoirs spirituels qu'il y a de grands esprits, et même, hélas, de petits, chacun rayonnant dans un cercle plus ou moins grand et par des moyens plus ou moins purs. Il y a autant de pouvoirs spirituels que de philosophes, de poètes, de journalistes, d'orateurs de carrefour ou d'estaminet, de boutiquiers dans la foire aux idées. Seulement, il faut les diviser en deux catégories. Il y a les sincères, et les autres. Pour les premiers, l'exercice du pouvoir spirituel n'est qu'un prétexte à obtenir

des « petits profits » tout à fait temporels. Les seconds ont pour récompense l'estime de leurs pairs — trois douzaines pour les mieux partagés, — les bonnes paroles du gouvernement et le profond mépris « des réalistes ».

Mais ce qu'il faut bien mettre en lumière, c'est que même les sincères ne sauraient se contenter d'être des théoriciens purs ; eux aussi, ils veulent agir, il faut même dire qu'ils veulent surtout agir. Tout en philosopant de leur mieux, ils veulent remplir avec compétence, avec honnêteté, leur « spécialité ». Et les spécialistes d'autre part ne sauraient se résoudre à n'avoir pas d'idées générales. Tout en vivant dans le présent, ils veulent connaître eux aussi le passé et anticiper l'avenir. A l'humanité abstraite et mutilée qu' imagine le positivisme s'opposent de toutes leurs forces, dans la mesure de toutes leurs facultés, les hommes d'aujourd'hui qui veulent être *complets*.

Est-ce à dire qu'il faille s'opposer à la division du travail et à ses exigences bienfaisantes ? Loin de là. Il faut que chacun remplisse bien sa fonction. Comme dit M. Durkheim, disciple en cela de Comte, le premier mot de la morale sociologique est que chacun doit se préparer à bien jouer son rôle d'organe. Mais n'oublions pas que ces organes sont des êtres vivants et pensants, et non des cellules inertes. N'appelons pas division du travail ce qui n'est qu'une claustration barbare, et d'ailleurs impossible. L'humanisme — qu'il reste à bien définir — rayonne comme une étoile au-dessus des spécialités. Loin d'en être une lui-même, il émane de toutes. Et c'est cela, cet universel rayonnement, qui est la noblesse et l'unité du genre humain.

Unité infiniment diverse, comme il faut s'y attendre,

et qui consiste dans les méthodes, dans les tendances, dans les aspirations, bien plus que dans les solutions. M. Deherme, après Comte, fait de cette diversité le synonyme de « décomposition sociale ». Romantique exagération ! Il faut se réjouir, au contraire, de cette diversité philosophique ; elle est la vie, et d'ailleurs elle ne peut pas ne pas être, car elle n'est que l'expression de l'irréductible diversité des monades, ou plus prosaïquement des tempéraments. Il faut la chérir et l'enrichir encore ; car elle est la merveilleuse floraison du génie humain. Si par malheur il se trouvait un pouvoir, spirituel ou temporel, qui pût la faucher, l'étouffer ou la ralentir, ce serait la mort de notre planète.

Mais n'oublions pas le présent. N'oublions pas, — conformément à la méthode positive, sinon positiviste, — que nous sommes en France, au commencement du vingtième siècle, dans une société très troublée et sur certains points vraiment anarchique, dans une société dont certains éléments veulent mourir, tandis que d'autres se débattent dans une agitation dont on ne voit pas toujours bien le but. Ne faisons pas fi de cette unité qui s'impose de plus en plus à la raison au milieu de la diversité croissante, et qui s'impose en raison même de cette diversité. Il faut conserver et cultiver, comme le dit bien M. Deherme après Comte, la socialité, le sens de ce qui relie et de ce qui unit, parallèlement aux tendances qui portent de plus en plus à distinguer. A cette tâche de persuasion et — si l'on me permet un mot bien ambitieux — d'apostolat doit s'employer en tout désintéressement chacun des infimes pouvoirs spirituels que nous sommes, — nous tous qui parlons ou tenons une plume, — chacun dans la mesure de nos forces et de nos lumières.

Et je sais bien que l'anarchie n'en subsistera pas moins, en ce sens qu'il ne faut pas espérer nous voir jamais tous complètement d'accord. Mais d'abord il est heureux, pour l'ornement du monde, qu'il en soit ainsi; et puis il ne faut pas, en sens inverse, s'exagérer les divergences. Par delà les diversités doctrinales émergent tout de même des points communs, que l'expérience de tous les temps révèle comme vrais de toutes les sociétés et nécessaires à toutes celles qui veulent vivre. C'est ce que M. de Bonald appelait les « lois éternelles » des sociétés, et c'est ce que M. Fournière appelle « les données essentielles de toute vie sociale et même individuelle ». Elles sont reconnues par tous, « les insanes et les déments exceptés », et quoi qu'en dise M. Deherme, il est généralement possible de dire positivement, sans arbitraire, ce qu'est un dément. Mais il ne faut pas évidemment imposer comme norme ou comme « lois éternelles » les dogmes particuliers d'une religion ou d'une doctrine, fût-ce le catholicisme ou le positivisme. Tout homme de bon sens, par exemple, condamnera le vol ou l'assassinat, qui sont incompatibles avec toute espèce de société; il ne condamnera pas nécessairement le féminisme ni même l'amour libre, il ne considérera pas comme immuable la conception chrétienne de la famille. Tout pouvoir spirituel digne de ce nom s'efforcera de répandre le sentiment du devoir; il ne le considérera pas nécessairement comme incompatible avec le sentiment du droit; il pourra croire au contraire que les deux sont indissolublement unis, et que ce qui frappe le positivisme d'une impuissance radicale, c'est précisément d'avoir imaginé cet antagonisme. — La plate-forme d'accord entre tous les penseurs est très solide, mais étroite; elle s'élargira pro-

gressivement avec les progrès *véritables* de la science sociale ; mais qu'on ne se hâte pas trop de prendre pour des résultats objectifs les conceptions individuelles de penseurs même puissants.

Voilà ce qu'est, et sera de plus en plus, le pouvoir spirituel. D'autre part, pour ce qui est des besoins pressants, vitaux, des groupes sociaux, il ne faut pas se dissimuler que ces pouvoirs spirituels ont toujours tendu et tendront toujours à se doubler d'un pouvoir temporel, dans l'intérêt même du corps social. C'est-à-dire que les théories, surtout sociales, ont toujours tendu à l'action, l'idée à sa réalisation. Ce dédoublement, cette abstraction qu' imagine le positivisme n'a jamais été une réalité, et ne peut pas l'être. En fait, — M. Deherme le reconnaît discrètement, — ce n'est que contrainte par la force des choses que l'Église en est arrivée à reconnaître la séparation des deux pouvoirs, et nous avons vu M. Étienne Lamy souhaiter, après Nicolas Bergasse, son retour à la direction *effective* des sociétés. Les royalistes appellent de leurs vœux un roi, « seul capable de réaliser la vie spontanée dans les campagnes », et M. Deherme lui-même ne réclame-t-il pas un dictateur, pour assainir l'atmosphère politique et morale de notre temps ? S' imagine-t-il que ce dictateur prendrait conseil d'un pouvoir spirituel quelconque, fût-ce de l'ombre d'Auguste Comte ? M. Deherme ne nous pardonnerait pas de le croire naïf à ce point. On ne peut donc éviter, en fait, la fusion d'un des pouvoirs spirituels et du pouvoir temporel. Le jacobinisme est éternel.

Seulement, et c'est ici que commence la diversité, ce pouvoir spirituel-temporel peut se trouver en présence d'une société molle, inorganique, atomique, incapable d'opposer une résistance quelconque, et alors

fleurira sans aucun ménagement le jacobinisme centralisateur et oppresseur. Ou bien, par l'action précisément des autres pouvoirs spirituels, il aura à compter avec des individus résolus et des associations fortes, conscientes de leurs droits et résolues à les défendre. Le jacobinisme sera alors réduit au minimum. Le pouvoir central ne sera plus qu'un organe d'équilibre ou de contrôle. Tels sont les deux types de gouvernement que nous offre l'histoire interprétée par la dialectique. Il dépend de l'action ou coordonnée ou anarchique des multiples pouvoirs spirituels de réaliser l'un ou l'autre.

GEORGES GUY-GRAND.

Quelques notes sur Pierre Laffitte

Quelques jours avant de mourir, le bon poète Élie Fourès nous adressait ces « Notes sur Pierre Laffitte ». Nous les publions au moment où l'on vient de célébrer le septième anniversaire de la mort de l'éminent disciple d'Auguste Comte. Il est bon que les positivistes entendent les voix du dehors.

Quand on entre à l'École des beaux-arts par la rue Bonaparte, on aperçoit, au fond de la cour, le vitrage de la galerie qui contient des fragments du Parthénon, reproduits dans leurs dimensions naturelles; en tournant vers la gauche, sous cette galerie, on arrive au fond du couloir, devant un buste de marbre antique, à la barbe taillée ras, au front puissant, à l'œil méditatif; le socle porte écrit ce nom prestigieux : *Pythagore*. Le vieux philosophe rappelle tellement les traits

mêmes de Pierre Laffitte que je fus frappé et légèrement ému de la ressemblance, lors d'une première visite et que j'y ai conduit, depuis, un certain nombre d'amis communs qui ont tous constaté cette étrange ressemblance. Pierre Laffitte, quoique habitant Beguey, près de Cadillac (Gironde), était originaire de la région landaise, vers Sos (Lot-et-Garonne), où les colonies grecques furent jadis très nombreuses. C'est, d'ailleurs, un vif amour de la terre gasconne qui nous réunit aux Félibres du café Voltaire et nous tint liés pendant une vingtaine d'années.

Il me charmait par ses vastes et hauts aperçus philosophiques, sa façon de juger et d'analyser les contemporains illustres, son sens élevé de l'histoire, sa vulgarisation si lumineuse de la doctrine du Maître, évoquant, pour moi, les grandes constructions de la pensée antique, d'un Pythagore, d'un Aristote. C'était un mathématicien puissant ; il n'avait pas la flamme du cœur, qui attire, réchauffe et retient les cœurs, l'aimant merveilleux qui fixait irrésistible Madeleine et saint Jean.

La femme, c'est-à-dire la moitié du genre humain, lui était pour ainsi dire étrangère et comme inconnue. Je me suis toujours demandé s'il a bien compris le rôle de Clotilde de Vaux dans le développement du génie d'Auguste Comte. Il n'avait de prise que sur les intelligences. Il avait les rudes qualités du vieux moine célibataire et défricheur, un magnifique esprit de sacrifice à la cause, vivant d'une vie précaire et fière tant qu'il n'eut pas de chaire au Collège de France, sur ses derniers jours seulement, montrant avec orgueil à Gambetta, à Spuller, à Jules Ferry, les beautés austères du pouvoir spirituel, compris à la façon même de Grégoire VII et de saint Bernard ;

mais incapable de remuer les foules, raillant, d'ailleurs avec justesse et avec esprit, la démocratie barbare, envieuse, plus funeste à l'État que les pires fléaux de la nature. Le positivisme avait conquis toutes les hautes intelligences du siècle, artistes, penseurs, hommes politiques, et il restait, pour ainsi dire, sous le boisseau. Ses adeptes semblaient habiter une sorte de région lunaire, froide, glacée, inaccessible aux rayons du soleils. Il est temps que la vie revienne à la grande doctrine.

De tous les orateurs modernes qu'il m'a été donné d'entendre, Pierre Laffitte m'a, pourtant, fait sentir, plus que nul autre, le charme des idées, la sublimité des synthèses de génie, la colossale rumeur d'un continent en formation. Sa parole, claire et simple, triviale parfois, l'accent du terroir bordelais, le double binocle lui constituaient une physionomie à part, très originale. La hardiesse de ses vues sur la guerre, sur la dictature, sur le catholicisme déroutait bon nombre de républicains, lourds à évoluer sur le terrain positiviste. Il voulait le progrès, certes ; mais l'appétit de destruction à outrance, qui domine en ce moment, l'aurait attristé jusqu'au plus profond de son être.

Il ne m'appartient pas de donner un aperçu d'ensemble de son œuvre. Je ne veux que fournir quelques notes à son biographe... Je puis dire que je ne connais Auguste Comte qu'indirectement à travers Pierre Laffitte. Et combien sont dans le même cas ! Est-ce suffisant ?

ÉLIE FOURÈS.

Revue des Opinions, des Faits et des Idées

LE VRAI PROGRÈS

En 1830, il y avait 281.847 cabarets en France ; en 1880, 356.863 ; en 1907, 477.000.

Et M. Jaurès crie que le prolétariat a soif de justice !

LA RICHESSE DE LA FRANCE

M. Jean Séailles évalue la richesse totale de la France à 210 milliards. Les politiciens peuvent s'en donner encore.

PAR TOUS.

Les Livres qui font penser

Pro Pace. *Almanacco Illustrato Pel 1910*, édité par la Société Internationale pour la paix : *L'Union Lombarde*, 21, Portici Settentrionali, Milan. Prix : 0 fr. 50. — Ce n'est qu'un almanach mais édité avec beaucoup d'élégance et auquel ont collaboré des hommes éminents et d'abord E.-T. Moneta, le président de l'« Union Lombarde », le directeur de *La Vita Internazionale*, le lauréat du prix Nobel de la paix, puis Antonio Fogazzaro, Angelo de Gubernatis, G. Novicow, A. de Benedetti, etc. Sur la couverture un dessin charmant et d'une éloquence admirable représente une toute petite fillette debout le long d'un obus dressé sur sa base et bien plus grand qu'elle. Dans les quelques lignes de préface, par quoi Moneta ouvre le défilé des collaborateurs, il y dit sur les mœurs politiques

de son pays des choses qui se pourraient fort bien dire de celles du nôtre.

« La politique y est livrée tout entière à des politiciens de profession, lesquels la traitent toujours naturellement du point de vue toujours unilatéral de leur propre parti, ou de leurs intérêts personnels. Quand, comme en Angleterre, nous aurons en Italie une classe d'hommes cultivés et indépendants qui feront d'une sage politique le but de leur vie, il nous sera possible d'avoir un gouvernement qui, s'il n'est pas parfait, saura néanmoins pourvoir d'une manière plus satisfaisante aux besoins moraux et matériels du pays. »

Réflexions sur la question d'Alsace-Lorraine, par LUCIEN BONNEFOY, professeur agrégé d'histoire au Lycée d'Agen, o fr. 95 (Bibliothèque de la Société philotechnique, 32, rue de Lubeck). — Fils du capitaine Marc Bonnefoy qui, comme poète, a laissé de lui une trace remarquable dans ces recueils de haute inspiration : *La France Héroïque, Honneur et Patrie, Poèmes à travers l'Infini, la Bonne mère nature*, etc., M. Lucien Bonnefoy s'était montré déjà le digne héritier du talent paternel dans un beau recueil de vers intitulé : *Images du Passé*. Il vient de publier quelques nobles pages de prose mélodieuse et cadencée portant ce titre : *Réflexions sur la question d'Alsace-Lorraine*, que lui ont inspirées son fervent patriotisme et qui sont marquées au coin d'un poète de race.

Il ne fait aucune difficulté de reconnaître le profit que les deux provinces enlevées brutalement à la France avaient tiré de la culture germanique, alors qu'elle ne leur était pas imposée par la force, mais il déclare que la logique de leur destin était plutôt d'unir que de diviser les deux pays limitrophes.

« C'est avec une sympathie profonde, dit-il, que je vois, au cours de l'histoire, les deux provinces emprunter à la France et à l'Allemagne ce que chacun de ces deux pays a de meilleur. Si les Alsaciens-Lorrains menaient contre la pensée allemande une lutte aveugle, l'hommage rendu par eux à la culture française me paraîtrait mesquin ; je

leur dirais que j'honore mon pays sur toutes choses de savoir saluer le bien partout où il se trouve ; la France sent le besoin immédiat d'adopter ce qu'elle a trouvé de beau. Elle est reconnaissante aux grands hommes étrangers qui viennent la visiter ; elle pratique vis-à-vis des idées une hospitalité supérieure. C'est le secret de son charme et de sa grandeur. Dans ce désir qui pousse les Alsaciens-Lorrains à réunir en eux les qualités de deux peuples, je respecte la pensée même de la patrie. »

Enfin, il évoque le jour où l'Alsace-Lorraine, constituée en République indépendante, réconciliera la France et l'Allemagne. « Alors cette patrie autonome, rassurée sur ses destinées, écouterait le vœu de son être façonné par deux grands peuples. Son cœur lui dirait de travailler à leur union. « Pouvez-vous, dirait-elle, vous frapper sans me blesser et me blesseriez-vous, puisque vous m'aimez ? » C'est bien là, ce nous semble avec M. Lucien Bonnefoy, la vraie solution qu'un patriotisme éclairé, tant du côté allemand que du côté français, doit souhaiter pour la question d'Alsace-Lorraine.

EDMOND THIAUDIÈRE.

Histoire de la troisième République (1870-1910), par LOUIS HOSOTTE, 6 francs (Librairie des Saints-Pères, 83, rue des Saints-Pères). — Il faudrait beaucoup de vertu, ou être vraiment positiviste, pour écrire une histoire contemporaine impartiale. Celle-ci n'y prétend point. L'auteur en convient volontiers. « Tout ce qu'on peut demander à un honnête homme, écrit-il dans son avant-propos, c'est d'abord de ne jamais avancer un fait faux, ensuite de ne jamais produire une allégation sans apporter en même temps la preuve à l'appui. » Cette histoire est donc écrite du point de vue catholique et conservateur, et l'on est averti.

En parcourant ces quarante années, il semble que l'on assiste à une expérience de décomposition sociale. L'esprit de parti même ne peut exagérer.

L'*Histoire de la troisième République* est écrite clairement, les faits sont bien groupés, dans l'ordre chronolo-

gique. Des tables ingénieusement disposées permettent au lecteur de se reporter au fait, au nom, à la date recherchés. Les notes n'encombrent point les pages. C'est un ouvrage utile.

Ventôse, par CHARLES LE GOFFIC, 3 fr. 50 (E. Flammarion, éd., 26, rue Racine). — Drame d'amour et de jalousie dans un décor tout actuel d'anarchie sociale. C'est certainement le bon roman de la saison. Toutefois, je lui préfère l'ouvrage précédent de cet excellent écrivain, *La double Confession*, dont j'ai parlé ici même. C'est que le rare talent de M. Charles Le Goffic me semble mieux fait pour la poésie des brumes bretonnes, l'évocation du passé, l'observation psychologique, l'art délicat d'un raffiné. L'âme des foules ne s'exprime vraiment que dans ses grands mouvements de masse. La guerre sociale ne se montre point en raccourci. Les troubles de Roquebarbe nous émeuvent peu. Et c'est nécessaire, d'ailleurs, pour que nous nous intéressions tant à l'amour d'Honorine Savournin et de Thibaud Parenque, dit Ventôse.

Louis XVII et ses descendants, par BOISSY D'ANGLAS, 1 fr. 50 (Daragon, éd., 96, rue Blanche). — Naundorff était-il bien Louis XVII ? Ceux que cette question historique intéresse devront s'enquérir des raisons que M. Boissy d'Anglas nous présente pour l'affirmative. Mais, en politique, cette question de légitimité ne se pose plus. Les prétentions dynastiques sont désormais caduques. Là-dessus, les principes de la politique positive consacrent le fait révolutionnaire. Comme l'a montré Auguste Comte, Louis XVIII et Charles X eux-mêmes, Louis-Philippe et Napoléon III ne furent que des dictateurs.

L'Ancienne et la Nouvelle Foi, par DAVID-FRÉDÉRIC STRAUSS, traduit de l'allemand par Ernest Lesigne, 2 francs (Schleicher, éd., 8, rue Monsieur-le-Prince). — Le besoin de cette traduction et surtout de cette réédition ne se faisait pas sentir. Cette *Confession* du célèbre auteur de la *Vie de Jésus* a bien vieilli. Depuis un quart de siècle, le prestige de la « nouvelle idole », la science, ne s'est pas accru.

Au contraire. De plus en plus, nous voyons qu'elle nous défend mal contre la barbarie. « Je ne veux, dit Strauss, troubler aucune confiance, aucune foi; mais où elles sont déjà ébranlées, je veux montrer la direction où, selon ma conviction, on pourra trouver un sol ferme. » Comme le fait judicieusement remarquer Littré dans sa préface, le positivisme a de meilleures assises : « C'est avec plus d'ampleur et un sentiment plus précis de nos destinées que cette philosophie appelle chaque homme à prendre sa part dans l'œuvre permanente et grandiose de l'humanité. » Elle a aussi l'avantage de ne pas nier avec l'outrecuidance du métaphysicien allemand, de mieux respecter les croyances qui font vivre encore tant d'âmes et maintiennent la civilisation.

Strauss peut être un polémiste vigoureux, ce n'est pas un philosophe, encore moins un sociologue. Il peut avoir de l'érudition, il n'a pas le moindre sens historique. Lisons-le : « Au lieu d'être une supériorité de la nature humaine, la religion apparaît comme une faiblesse, qui entravait l'humanité aux temps surtout de son enfance, mais à qui celle-ci doit échapper en pénétrant dans l'âge mûr. Le moyen âge fut plus religieux que notre époque, en raison directe de son ignorance et de son défaut de civilisation, et le même rapport persiste encore dans le temps présent, par exemple entre l'Espagne et l'Allemagne, ou entre l'Allemagne, le Tyrol et la Saxe. La religion et la civilisation sont donc unies par un rapport inverse, de sorte que les progrès de l'une marquent la décadence de l'autre. » L'imbécile pharmacien immortalisé par Flaubert n'eût pas mieux dit. Mais, en France, il n'a jamais passé pour un philosophe.

L'Ouestie, fédération de l'Angleterre et de la France,
par LÉON BOLLACK, 0 fr. 50 (Publication de la Ligue Inter-fédérale, 147, avenue Malakoff). — M. Léon Bollack écrit : « 1° La sécurité est le besoin primordial de l'homme; 2° cette sécurité s'affirme au moyen d'aires nationales toujours plus vastes. Forcément se déduit ce corollaire : puisque l'extension des territoires mis sous la même loi est un bienfait pour la civilisation, inéluctablement, cet

effort se prolongera dans l'avenir. » Les nations européennes doivent donc s'agrèger. « Au lieu de vingt et une nations actuelles le continent d'Europe se trouvera divisé alors en quatre grandes fédérations. » Ainsi l'entente cordiale n'est que la première ébauche de l'Ouestie, qui se composera d'abord de la France et de l'Angleterre, puis de l'Italie et de la péninsule ibérique. Et voilà ! L'inventeur de la *Langue bleue* ne doute de rien. Il voit son rêve réalisé. « Les États civilisés constituent « un seul corps », dit-il. Ils discutent déjà en commun des questions d'ordre mondial ; lors de la deuxième conférence de La Haye on vit les représentants des quarante-cinq États de la terre réunis et délibérant en paix. La société des nations est fondée à tout jamais. »

Hélas ! une société ne se forme pas dans les congrès et les banquets. Il y faut un gouvernement, d'abord. Où est le gouvernement temporel, où le gouvernement spirituel de cette société des nations ?

M. Léon Bollack signale Auguste Comte comme précurseur de l'Ouestie. C'est trop d'honneur pour celui-ci. Auguste Comte, à qui nous devons la sociologie et sa méthode, répugnait à ces fantaisies d'une imagination mal réglée. S'il a parlé de République occidentale, c'est avec de meilleures raisons. Selon lui, l'organisation de l'Europe ne pouvait se réaliser qu'après l'éducation de l'Europe. Le catholicisme seul n'est plus en mesure de l'entreprendre, et le positivisme ne l'est pas encore. Leur alliance pourra dans des siècles y réussir : mais ce sont les pacifistes du genre de M. Bollack, sans doute, qui s'y opposeront avec le plus d'acharnement.

Avant la République occidentale, peut-être aurons-nous une coalition européenne ; mais ce ne sera pas pour la paix, ni même pour la gloire des conquêtes. Ce sera pour se défendre contre l'invasion jaune. Le Japon se peut faire représenter à la parlote de La Haye par quelque rusé diplomate, cependant il tient ses poudres sèches, il s'entraîne, et d'immenses espérances forgent sa volonté, — les espérances d'un peuple qui ne redoute pas les vertus militaires, qui sait affronter la mort et qui aime la gloire.

Le Génie de la France, par FERNAND CLERGET (à la

Jeune Champagne, 33, chaussée du Port, Reims). — M. Fernand Clerget s'efforce de résumer le « génie de la France ». Il cite beaucoup de noms. La plupart sont glorieux ; mais quelques-uns, Flora Tristan, Eugénie Niboyet, Martin Nadaud, par exemple, peuvent rester dans une prudente obscurité. Ce qui est plus grave, c'est que les principaux sont oubliés. Il est fâcheux que M. Fernand Clerget ignore le calendrier positiviste. Enfin, l'intention est bonne...

Au pays des firmans, par SANDRICOURT, avec une préface par Eugène Marsan, 1 franc (Nouvelle Librairie nationale, 85, rue de Rennes). — Histoire ironique du ministère Combes, à la manière des *Lettres persanes*. L'auteur nous transporte en Turquie, et par là il a voulu nous faire entendre sans doute que le Français a une bonne tête de Turc. Certes, et mieux encore. Le citoyen français n'est-il pas très fier de choisir ceux qui auront la mission de lui taper dessus ? Si, avec cela, il peut s'attacher un petit bout d'étoffe de couleur à la boutonnière, il se laissera piller et houspiller patiemment, — et même avec joie s'il l'est un peu moins que ses voisins. Le système est admirable. Aucune théologie, avec ses menaces et ses promesses d'éternité, n'a pu obtenir une telle abnégation.

Il y a quelque méchanceté à troubler ce bonheur, qui fait si bien l'affaire des chevaliers du trèfle.

L'Échec de la Restauration monarchique en 1873, par ARTHUR LOTH, 7 fr. 50 (Perrin, édit., 35, quai des Grands-Augustins). — Jamais la Monarchie n'eut tant de chances pour elle qu'en 1873. Jusqu'ici on a soutenu ou laissé à penser que le comte de Chambord s'était refusé à régner ou que son obstination sur la question du drapeau blanc avait empêché son avènement au trône. M. Arthur Loth, comme l'exilé de Frohsdorf avait souhaité de le faire lui-même, s'est appliqué, dans ce livre bien documenté, à faire toute la lumière là-dessus. A l'encontre de l'opinion courante, « les faits mieux connus, écrit-il dans sa préface, les documents nouveaux apportés ici prouveront qu'il est beaucoup plus exact de dire qu'un parti d'opposants, au

service de principes ou d'intérêts contraires à ceux du roi légitime, n'a pas voulu que le comte de Chambord régnât, ou, ce qui revient au même, qu'il a mis insidieusement à son rappel en France des conditions qu'il savait d'avance que le prince n'accepterait pas ». Et il ajoute : « Si la Monarchie, ajournée pendant près de trois ans, ne s'est pas faite à la fin de 1873, alors qu'il semblait que l'accord existât entre les divers groupes de la majorité de l'Assemblée nationale, sur les conditions de son rétablissement, ce n'est pas, comme on le dit trop souvent, à la célèbre lettre, connue sous le nom de lettre de Salzbourg, qu'il faut l'imputer, mais à ceux qui rendirent cette lettre nécessaire et en firent le prétexte de leur défection. »

La monarchie avait contre elle, plus ou moins franchement : Thiers, Bismarck, et surtout les monarchistes parlementaires ayant à leur tête le duc Decazes.

Le petit Thiers n'a eu qu'une passion dans sa vie : le pouvoir. Mais l'égoïsme impitoyable, la vanité et la ruse ne suffisent point à faire un homme d'État. Il serait temps d'en finir avec la légende du « libérateur du territoire », qui n'est pas un des moindres mensonges de l'hagiographie parlementaire. Cet homme fut néfaste, toujours. Ministre fusilleur sous Louis-Philippe, député de l'opposition sous l'Empire, — après avoir poussé Napoléon à la Présidence pour lui succéder, — il insiste, quelques semaines avant la guerre, pour diminuer les armements, sous prétexte que la paix ne peut plus, désormais, être troublée. Sa faute capitale, qui prend la proportion d'un crime, c'est d'avoir provoqué l'insurrection du 18 mars 1871, d'avoir tout fait, par calcul ou sottise, pour aggraver l'épouvantable conflit et d'avoir commandé ensuite la plus féroce répression qu'ait enregistrée l'histoire. Fut-il le patriote éclairé, le diplomate habile que figuraient les étiquettes commerciales et les images d'Épinal d'il y a quelque trente ans ? Qu'on en juge par cet extrait d'une lettre que Bismarck adressait à sa femme le lendemain de la signature des préliminaires de la paix : « Mon petit ami Thiers est très spirituel, très aimable, mais il n'est pas homme à traiter verbalement d'affaires. La mousse de sa pensée déborde de son cerveau, comme le ferait la mousse d'une bouteille

de vin qu'on viendrait de déboucher. A part cela, c'est un excellent petit homme à cheveux blancs, estimable et affable, aux bonnes manières françaises de l'ancien temps. Hier nous avons enfin signé ; *nous obtenons plus que, dans mes visées politiques, je n'avais enfin pensé obtenir.* »

M. A. Loth n'avait pas à chercher l'explication de la puissance énorme dont disposa Thiers de 1871 à 1873, malgré toutes ses fautes, dont quelques-unes, comme on vient de le voir, confinent à la trahison. Pour bien marquer le personnage, il convient pourtant de l'indiquer ici : Thiers n'était pas seulement le « petit ami » de Bismarck, mais aussi le grand ami de la ploutocratie.

L'opposition au rétablissement de la monarchie française était tout aussi vive en Allemagne, — et pour cause. « Il était remarquable, en effet, écrit l'auteur, combien les journaux allemands et même autrichiens se montraient plus hostiles que les journaux républicains français eux-mêmes à cette restauration monarchique. C'est que, comme venait de le dire quelques jours auparavant, le général Scholl, ministre de la guerre de l'Empire d'Autriche, à l'envoyé du général Ducrot à Frohsdorff, ces journaux recevaient, à ce moment-là, la consigne de Berlin, et que « le prince de Bismarck, décidé à empêcher la restauration, « ne reculerait devant aucun moyen pour rendre cette « solution impossible. »

Enfin, Henri V n'avait pas d'adversaires plus décidés, et plus perfides, que ceux-là mêmes qui, se disant ses partisans, étaient surtout des politiciens parlementaires. Ils voulaient un chef de parti qui les favorisât, un « maire du Palais » : le comte de Chambord s'en tenait au principe royal. Ce noble chef ne voulait pas régner contre son principe. A qui voulait l'entendre, il déclarait qu'il ne serait jamais « le roi d'une classe, d'un parti, mais le roi de tous, et que son règne ne saurait être ni la ressource, ni l'œuvre d'une intrigue, ni la domination exclusive d'un parti ». Il disait : « La monarchie en France, c'est la maison royale de France indissolublement unie à la nation. » A M. Chesnelong, venu pour lui imposer les conditions des parlementaires, il déclarait : « Je l'ai dit, je ne suis pas un parti et je ne régnerai pas par un parti. J'appellerai à moi

tous les mérites, toutes les capacités, tous les dévouements. L'unité de la France, tel a toujours été le programme de ma maison, je n'en aurai pas d'autre. J'aurai à refaire l'unité morale de la France en effaçant le souvenir de toutes les discordes et en unissant, au service du pays, tous les hommes de cœur que le malheur des circonstances a pu souvent égayer. Dites bien haut que, comme je l'ai souvent déclaré, je ne serai pas le chef d'un parti, mais le roi de tous... Si je tiens à préserver l'intégrité du principe monarchique, ce n'est pas pour exercer une domination égoïste et absolue. Je veux une autorité tempérée, je ne repousserai pas le libre contrôle, je l'appellerai. Mais je veux aussi une autorité respectée dans ses prérogatives essentielles, pour y puiser la force de m'élever au-dessus des exigences des partis, dans l'intérêt même du pays, et d'exercer un rôle de modérateur efficace et d'arbitre écouté. »

C'est là ce qui l'écarta du pouvoir. La France épuisée était déjà la proie des partis. La question du drapeau blanc ne fut qu'un prétexte. Les politiciens ne sont pas irréductibles sur les symboles. Si le comte de Chambord, en maintenant son principe royal, avait accepté « le drapeau de la Révolution », on eût soulevé d'autres difficultés.

Quoique républicain, un positiviste peut regretter l'échec de la restauration monarchique. La république parlementaire n'est pas un gouvernement. C'est l'exploitation du pays et la tyrannie des citoyens par une bande. Et rien n'est pire que cette anarchie. Il faut vivre d'abord. Or la monarchie a fait vivre et prospérer la France ; l'anarchie parlementaire nous ruine, nous abrutit et nous tue. Au surplus, cette monarchie n'eût pu être qu'une dictature.

G. DEHERME.

Le Directeur-Gérant : G. DEHERME.

Bernard GRASSET, Éditeur

7, rue Corneille, 7. — PARIS

COLLECTION

“ LES ETUDES CONTEMPORAINES ”

Sous ce titre, la *Librairie Bernard Grasset* commence la publication d'une série d'études sur *les milieux littéraires, politiques et sociaux de ce temps*. Ces études, confiées à des spécialistes qui apporteront à leur tâche, avec toute la documentation désirable, le plus grand souci d'impartialité, ont pour objet de fixer dès maintenant et le plus exactement possible la physionomie de notre époque. Chaque étude forme un élégant volume de 200 à 250 pages et se vend séparément 2 fr.

Vient de paraître dans la collection Les Études Contemporaines :

Le CULTE de l'INCOMPÉTENCE

Par Émile FAGUET, de l'Académie Française

Un volume in-16, 240 pages. 2 fr.

Pour paraître prochainement dans la même collection :

La Sorbonne Contemporaine

Par Pierre LEGAY

Viennent de paraître :

L'AUTOMNE D'UN PRINCE

Correspondance inédite du duc d'Orléans et de la Marquise de Montesson

Publiée avec une introduction et des notes par Jean HARMAND. Un volume in-16 orné d'un portrait de la Marquise de Montesson. Prix. 2 fr.

Henri CHANTAVOINE

EN PROVINCE

Lettres au directeur du « Journal des Débats »

Un vol. in-16. (Préface de M. Paul Deschanel, de l'Académie française).
Prix. 3 fr. 50

V. DE PALLARÈS

LE CRÉPUSCULE D'UNE IDOLE

Nietzsche, Nietzscheïsme, Nietzscheïens

Un volume in-16. 3 fr. 50

LA CRISE SOCIALE

Par GEORGES DEHERME

Un volume in-16 de 375 pages. Prix. 3 fr. 50

BLOUD et C^{ie}, Éditeurs, 7, rue Saint-Sulpice, Paris

AUGUSTE COMTE ET SON ŒUVRE LE POSITIVISME

Par GEORGES DEHERME

*Un vol. in-16 de 128 pages, avec deux portraits hors texte,
Prix : 2 fr. 50*

(GIARD et BRIÈRE, Éditeurs, 16, rue Soufflot. — PARIS)

L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Action politique. Action économique. Action sociale

Par GEORGES DEHERME

*Ouvrage couronné par l'Académie française
et par la Société antiesclavagiste de France*

Un volume in-8 de 528 pages. Prix : 6 fr. (*franco* : 6 fr. 60)

BLOUD et C^{ie}, Éditeurs, 7, place Saint-Sulpice, PARIS

La Démocratie vivante

Par GEORGES DEHERME

Un volume in-8° de 402 pages. Prix : 4 fr. 50 (*franco* : 5 fr.)

BERNARD GRASSET, Éditeur, 7, rue Corneille, PARIS
